

Discours de Monsieur le Maire, Philippe Razeyre, prononcé ce lundi 19 octobre 2026 à 12 h, lors du rassemblement organisé en soutien aux nombreuses Villes victimes d'actes de vandalisme survenus en France au cours du week-end.

Mesdames, Messieurs,

Chers concitoyens, chers lambescaines et lambescains

Aujourd'hui, je suis en colère. Profondément en colère.

En colère, mais aussi écoeuré par les violences, les dégradations et les pillages qui ont accompagné les manifestations de ce samedi 17 octobre.

Je veux rappeler une évidence : **manifester est un droit fondamental de notre République.** Un droit précieux, une liberté essentielle que nous devons défendre.

Mais manifester n'a jamais donné le droit de détruire, de voler, de saccager ou de terroriser.

Le pillage n'est pas une revendication.

Le vandalisme n'est pas une opinion.

La violence n'est pas une liberté.

Derrière chaque commerce détruit, il y a des vies, des familles, des années de travail.

Derrière chaque équipement public dégradé, c'est l'argent de nos concitoyens qui part en fumée.

Et lorsqu'on s'attaque ainsi à nos villes, à nos commerces et à nos biens communs, c'est à la République tout entière que l'on s'en prend !

Mais ce qui me révolte aujourd'hui, c'est aussi ce terrible sentiment de déjà-vu.

Il y a quelques mois, nous étions réunis pour la petite Lyhanna.

Je me souviens de l'émotion, de la douleur et des mots que j'avais alors prononcés.

J'avais parlé de faillite.

La faillite de notre système. La faillite des réponses apportées aux violences. La faillite d'une puissance publique qui ne parvient plus à garantir pleinement la sécurité et la tranquillité de nos concitoyens.

Et aujourd'hui, nous voilà encore réunis !

Alors oui, je le redis, plus fort encore : **c'est une faillite !**

Et cette faillite appelle des responsabilités.

Car où est l'État ?

Cet État si prompt à donner des leçons aux maires, à nous imposer toujours plus de contraintes, toujours plus d'obligations, toujours plus de responsabilités.

Et dans le même temps, à nous retirer des moyens !

On exige des maires qu'ils soient sur tous les fronts, qu'ils répondent à toutes les urgences, qu'ils réparent toutes les fractures.

Mais un maire ne peut pas se substituer à l'État !

C'est scandaleux ! Et je le dis avec force : cette situation n'est plus acceptable !

Il est trop facile de donner des leçons depuis les bureaux des ministères quand ce sont les élus de terrain, les commerçants, les habitants et les forces de sécurité qui affrontent les conséquences de ces violences.

Je ne demande ni vengeance ni justice expéditive.

Je demande que la loi soit appliquée, que les auteurs soient identifiés et sanctionnés, que les victimes soient soutenues et que l'État assume pleinement ses responsabilités.

La sécurité n'est pas un privilège. Le respect de la loi n'est pas une option. Et l'autorité de la République ne peut pas être à géométrie variable !

Mes chers concitoyens,

Ce qui m'inquiète le plus, au-delà de ces violences, c'est le risque de voir notre société s'habituer à l'inacceptable.

Une violence. Une indignation. Des promesses. Puis le silence.

Jusqu'à la prochaine fois !

Eh bien non !

Je refuse cette fatalité. Je refuse cette résignation. Je refuse que nous soyons condamnés à nous réunir encore et encore pour dénoncer les mêmes défaillances.

Aujourd'hui, ma colère est celle d'un maire qui aime sa commune, qui respecte ses habitants et qui refuse de baisser les bras.

Alors je veux terminer par ces mots, adressés directement à l'État :

Cessez de donner des leçons à ceux qui sont en première ligne !

Donnez-nous les moyens d'agir !

Et surtout, assumez enfin vos responsabilités !

Car nous n'avons pas besoin d'une République qui fait de grands discours. Nous avons besoin d'une République qui protège, qui agit et qui tient ses promesses !

Je vous remercie.